

*Les crédits*

réintégrer la société, tout comme dans plusieurs secteurs, les femmes ont plus de difficultés financières.

• (1210)

Là n'est pas le problème. On peut difficilement nous prendre en pitié. À mon avis, il n'existe pas de travail plus emballant que le nôtre. Notre emploi est incroyable. Je pense que, même sans traitement, bon nombre d'entre nous accepterions d'être députés.

Je tiens à souligner que je suis entièrement d'accord avec la vice-première ministre, la députée de Hamilton—Est, quand elle dit que nous méritons l'argent qu'on nous paie. La députée de Beaver River vaut très cher pour les Canadiens, de même que le député de Calgary—Centre et celui de Mississauga—Sud. Nous méritons tous notre traitement. Nous travaillons très fort.

Ce n'est peut-être pas le cas de tous les députés, mais, pour ma part, je ne connais aucun parlementaire qui n'ait pas, comme l'a dit un journaliste, un emploi du temps aussi chargé que celui d'un cheval de trait. À mon avis, c'est d'ailleurs comme cela que nous aimons travailler. Cela ne veut pas dire que nous devrions le faire gratuitement. La motion dont nous sommes saisis n'est pas simple et son étude exige des efforts. Je félicite donc la députée de Beaver River qui l'a soulevée et qui nous fournit l'occasion d'en débattre à la Chambre.

Étant donné mon esprit de parti très fort, je suis peut-être mieux placée que d'autres pour souligner que nous devons absolument nous traiter avec respect et dignité au cours du débat sur cette question particulière. Nous pourrions faire des insinuations, mais les Canadiens et les députés méritent mieux que cela. La question est grave.

Nos vis-à-vis ont bien raison de dire que nous devons être dignes de foi quand nous disons aux Canadiens que nous allons faire des coupes, modifier notre façon de travailler et mettre de l'ordre dans nos affaires. Encore une fois, c'est pourquoi je suis en faveur des promesses inscrites dans le livre rouge.

Nous avons entendu certaines observations, en particulier, au sujet du député de Glengarry—Prescott—Russell, le whip de mon parti, qui est à la Chambre depuis longtemps, qui a été député au parlement de l'Ontario et qui n'a jamais ménagé sa peine pour les Canadiens. Loin de vouloir embarrasser le député de Glengarry—Prescott—Russell, je voudrais néanmoins rappeler certains faits le concernant au député de Kootenay—Ouest. À en juger par les observations de ce dernier, il ne sait probablement pas que le député de Glengarry—Prescott—Russell a commencé à travailler comme aide—serveur dans une cafétéria du Parlement, qu'il a fait son chemin et qu'il est un exemple de réussite pour les Canadiens.

Je pense que tous reconnaissent ici qu'il n'y a pas de député qui sert mieux les intérêts de sa circonscription que celui de Glengarry—Prescott—Russell. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles celui-ci est toujours réélu avec une majorité

écrasante. Sauf erreur, la dernière fois il a obtenu 85 p. 100 des voix. J'ai dans ma cuisine une photo du premier ministre provincial ayant été en poste le plus longtemps. Il s'agit d'un libéral au Nouveau-Brunswick. Cette photo est accompagnée de la phrase suivante: «Il fait confiance aux gens et les gens lui font confiance.» En arriver là est quelque chose d'extraordinaire pour un politicien élu. Je pense qu'on peut en dire autant du député de Glengarry—Prescott—Russell.

Nous discutons de cette question de façon émotive parce que nous sommes tous préoccupés par notre avenir. Nous nous préoccupons tous de notre avenir et de celui de nos familles, et nous savons tous que ces questions sont extrêmement importantes pour nous. L'idée ne me viendrait absolument pas d'accuser le député de l'opposition d'avoir un comportement non parlementaire. Je veux simplement lui signaler que lorsque le député de Glengarry—Prescott—Russell, celui de Mississauga—Sud, ou tout autre député prend la parole et tient un discours passionné relativement à une question donnée, qu'il s'agisse de notre rémunération en tant que parlementaires, d'un point qui touche nos électeurs ou d'un sujet qui concerne le pays tout entier, nous méritons tous—et je sais que la députée de Beaver River est d'accord avec moi là-dessus—de ne pas être accusés de faire ces déclarations en vue d'en tirer un gain personnel. C'est à cet égard que les observations présentées plus tôt m'ont paru pénibles.

• (1215)

Je le répète, le député n'est peut-être pas conscient des réalisations de ce député qui a été, est et continuera d'être un atout et une gloire pour la Chambre.

Ce débat a toujours été plutôt aigre. Il a toujours été fort en sophismes et en questions de personnalité. J'achève. Je sais qui va prendre la parole. Ce débat a toujours fait beaucoup de bruit pour rien.

Pour terminer, je dirai que tous ici, y compris les députés de Glengarry—Prescott—Russell et de Beaver River, savons que, en tant que députés, nous devons faire preuve d'intégrité, nous conformer à la bienséance et mériter le respect d'autrui.

La vice-première ministre et députée de Hamilton—Est a dit au cours du débat qu'elle n'a pas honte du salaire des députés. Je tiens à dire que je suis entièrement d'accord avec elle et d'autres députés là-dessus. Les députés méritent leur salaire. Mais il faut aussi discuter publiquement de ces questions et s'assurer que les Canadiens sachent que nous nous respectons les uns les autres, quelles que soient nos opinions.

La semaine dernière, je crois, la députée de Beaver River a laissé entendre que je toucherais plus de un million de dollars si je prenais ma retraite aujourd'hui, soit au lendemain du jour où j'ai droit à une pension de retraite. Je tiens à assurer à la députée de Beaver River que je n'ai nullement l'intention de prendre aujourd'hui ma retraite. Et j'espère ne pas le faire avant très longtemps. Je suppose que la députée, qui pourra prendre sa retraite le 13 mars 1995, n'a pas non plus l'intention de le faire.